

## *Politique*

# "J'ai entendu des silences coupables" : Jean-Pierre Sueur, sénateur PS, dénonce l'absence de front républicain dans le Loiret

Article réservé aux abonnés

Publié le 20/06/2022 à 19h29



Au lendemain de l'élection de deux députés du Rassemblement national dans le Loiret, le sénateur socialiste regrette que les battus du premier tour ne se soient pas engagés plus clairement contre le parti de Marine Le Pen.

## Sur l'élection de deux députés du RN dans le Loiret

"Malheureusement, c'était prévisible quand on regarde les résultats de la présidentielle. Nous avons deux députés du Rassemblement national. A 11 voix près, nous aurions pu en avoir trois. J'ai alerté depuis longtemps sur ce grave danger. Je persiste à considérer que **le RN défend des thèses dangereuses** pour les valeurs républicaines qui nous sont chères."

"Je suis un partisan du front républicain : je l'ai dit, écrit, redit et réécrit pendant cette campagne, comme Marc Gaudet (UDI) ou François Bonneau (PS) qui ont pris des positions très claires à ce sujet. Mais je constate avec regret et tristesse qu'un certain nombre d'élus et de candidats battus au premier tour n'ont pas voulu prendre position."

"J'ai entendu des silences coupables, des ambiguïtés coupables. **Je considère qu'il fallait se mouiller** en appelant clairement à voter pour le candidat qui se trouvait face au candidat du RN. Et je refuse qu'on mette un signe égal entre les candidats du rassemblement de la gauche et ceux du parti de Marine Le Pen. **On ne peut pas dire c'est la peste et le choléra**, comme dans la quatrième circonscription du Loiret."

## Sur l'absence de majorité absolue à l'Assemblée

"Il était inévitable que le président ait une majorité relative. Depuis le début de la Ve République, les Français sont habitués à ce que les élections législatives soient une confirmation : on donne une majorité au président élu. Ce système était bénéfique parce qu'il rompait avec les errements de la IVe République mais il est devenu contre-productif. Au cours du précédent quinquennat, cette immense majorité était assez stérilisante, y compris pour le pouvoir exécutif lui-même.

« Quand vous avez 315 députés qui lèvent le doigt et qui approuvent tout, on est dans la verticalité du pouvoir et l'Assemblée ne joue plus son rôle »

"Aujourd'hui, nous avons une Assemblée nationale qui est assez représentative de la population. On dit que c'est une catastrophe mais c'est ce qui se passe dans la plupart des pays d'Europe. L'erreur d'Emmanuel Macron est de ne pas avoir **changé le mode de scrutin pour la proportionnelle**. Comme en Allemagne, on constitue une majorité sur la base du résultat. Aujourd'hui, ce n'est pas possible compte tenu des positions tranchées prises par les différentes formations."

## Sur une possible dissolution

"Ce n'est pas la seule solution. Dans la version optimiste, on tire parti de cette situation pour qu'Emmanuel Macron soit moins vertical et qu'il prenne en compte les points de vue de l'opposition, en particulier des députés de gauche. Quand Michel Rocard (PS) s'est retrouvé au pouvoir en 1988, il n'avait pas de majorité absolue. Il a quand même réussi à faire passer **des réformes importantes comme le RMI ou la CSG**. Mais il était déterminé, il avait le sens du dialogue. Il a prouvé qu'il était possible de gouverner sans majorité absolue."

## Sur l'avenir de la Nupes

"C'est un accord électoral et vous savez ce que j'en pense. Mes critiques ne sont pas sur l'union elle-même, on voit bien qu'il y a une aspiration du peuple de gauche à l'union. Mais il y a **des divergences de fond sur l'Europe, sur la laïcité** qu'on ne peut pas nier. L'autre point de désaccord, c'est la place donnée aux différentes composantes.

« Dans le Loiret, si on avait présenté un élu socialiste bien implanté dans la deuxième circonscription, peut-être que nous aurions réalisé un meilleur score »

La place accordée aux formations politiques ne reflétait pas leur présence sur le terrain. Voilà pourquoi je critique cet accord."

"Pour moi, chaque composante doit garder sa spécificité. A chaque fois qu'on pourra trouver l'accord le plus large possible, il faudra le faire. Mais il faut que chacun puisse s'exprimer, c'était d'ailleurs la condition pour que cet accord puisse fonctionner. Que l'on se parle entre les quatre groupes de gauche, qu'il puisse y avoir des positions communes, bien sûr. Mais **la fusion des quatre groupes n'aurait aucun sens : en France, la gauche est plurielle.**"

*Propos recueillis par Alexandre Charrier*